

Information et opinion

Les affaires politico-médiatiques en France et en Allemagne

Valérie Robert*

» Plusieures affaires et scandales politiques (Wulff, Woerth/Bettencourt) ont secoué la France et l'Allemagne récemment. Ces feuillets à tiroirs ont des caractéristiques communes : ils concernent des politiques au plus haut niveau de l'Etat, ont mené à des démissions et les médias y ont été impliqués comme observateurs et/ou acteurs.

Leur traitement par la presse (quotidienne nationale/suprarégionale et régionale, magazine, presse en ligne) révèle la manière dont les journalistes des deux pays se représentent leur rôle, en particulier face aux politiques.

Dans l'affaire impliquant le président allemand, Christian Wulff (voir *Dokumente/Docu-*

ments 1/2012), la presse allemande (dont Wulff n'était pas le candidat favori) a présenté d'emblée la démission comme la seule issue possible (« *Il nous faut un nouveau président* », *Berliner Zeitung*, 15 décembre 2011), même en dehors de la presse de boulevard qui tend par nature à présenter l'actualité de manière sensationnelle. Le terme de

Im Namen der Pressefreiheit

Mehrere Skandale auf höchster politischer Ebene haben Frankreich und Deutschland in jüngster Zeit erschüttert (Wulff, Woerth/Bettencourt ...). Die Medien beider Länder spielten dabei eine Schlüsselrolle – nicht nur als Beobachter, sondern vielfach auch als Akteure.

Valérie Robert, an der *Sorbonne Nouvelle* für den Master-Studiengang „Deutsch-französischer Journalismus“ mitverantwortlich, deckt archetypische Muster auf, nach denen Pressekampagnen im Namen des investigativen Journalismus und der Vierten Gewalt funktionieren. Dabei räumt sie mit dem Klischee auf, die deutsche Presse sei seriös, abwägend und zurückhaltend, während französische Blätter vorwiegend Meinungsjournalismus betreiben würden: am unverhohlensten habe dies etwa die „Hatz“ auf Karl-Theodor zu Guttenberg und auf Christian Wulff gezeigt.

Die jüngsten Fälle politisch-medialer Skandale zeigten das Selbstverständnis deutscher Journalisten, die sich als moralische Instanz und als Bewahrer des Rechtsstaats und der Demokratie inszenierten – sehr viel mehr als ihre französischen Kollegen, die sich in der Regel mit der Beschreibung von Missständen begnügten, ohne Konsequenzen zu fordern: In französischen Medien sind Rücktrittsforderungen – etwa als Arbeitsminister Eric Woerth in der Parteispendenaffäre um Liliane Bettencourt Bestechlichkeit vorgeworfen oder der Abhörskandal bei *Le Monde* publik wurde – die Ausnahme, für die z. B. die Wochenzeitschrift *Marianne* steht.

Tradition haben in Frankreich hingegen Angriffe der Politik gegen allzu offensive Berichterstattung, etwa des Online-Enthüllungsmagazins *Mediapart* („fascistische Methoden“) – in Deutschland seit der *Spiegel*-Affäre 1962 ein Tabu.

Red.

* Valérie Robert est maître de conférences en Etudes germaniques à la Sorbonne Nouvelle, où elle codirige le Master professionnel « Journalisme européen », parcours allemand.

« démission » apparaît très vite, et le discours journalistique vise clairement à la faire advenir. C'est dans ce cadre et avec cet horizon qu'a lieu l'information et que le personnage de Wulff est déconstruit systématiquement : « *Un échec en tant qu'instance morale* » (*Sueddeutsche.de*, 13 décembre), « *Le faux président* » (*Der Spiegel*, 17 décembre), « *Le squatteur du château* » (*Financial Times Deutschland*, 9 janvier). On remarque une verve et un sens de la formule bien supérieurs à ce que l'on trouve en France, ce qui va à l'encontre du cliché selon lequel la presse allemande serait austère face à une presse française vivant d'effets de manche.

Un scénario éprouvé

Le passé récent (les démissions de Horst Köhler et de Karl-Theodor zu Guttenberg en 2010 et 2011) ne suffit pas à expliquer ce schéma narratif dominant. La presse inscrit l'affaire dans une continuité avec des scandales plus anciens, dont elle semble dérivée, par exemple la *Spiegel-Affäre* de 1962 avec la démission de Franz Josef Strauß, la *Amigo-Affäre* de 1993 avec la démission du ministre-président bavarois Max Streibl. On rappelle ainsi les nombreuses démissions attribuables au « douloureusement nécessaire » travail d'investigation (*Aufklärung*, avec toutes ses connotations historiques) des médias (*General-Anzeiger*, 2 janvier 2012). Les articles évoquent fréquemment un déroulement archétypique des affaires politiques auquel celle en cours ne devrait pas faire exception, ce que l'on peut appeler un scénario. Toutes les « pré-affaires » sont mobilisées comme une mémoire narrative qui a une dimension prescriptive car porteuse de modèles de comportement, à la fois pour les politiques concernés et pour les médias, auxquels est attribuée une fonction de moralisation de la vie publique.

La presse dans la démocratie

On voit affleurer durant l'affaire Wulff une représentation fondamentale pour l'identité des journalistes allemands, celle d'une presse qui dénonce les manquements moraux et qui est entendue, un scénario propre à la culture politique allemande

dans lequel l'erreur politique et le mensonge (voire le « péché ») sont punis : « *L'histoire le montre : Celui qui choisit d'attendre qu'on ait oublié la vérité perd non seulement sa dignité mais aussi le plus souvent son poste* » (*Berliner Zeitung*, 9 janvier). Ce scénario semble relever d'un grand récit de l'évolution de l'Allemagne fédérale vers une république irréprochable, un grand récit souvent désigné comme spécifiquement allemand et dans lequel c'est grâce aux journalistes et à leur vigilance (« *Pas les complices, mais les contrôleurs du pouvoir* », *Stuttgarter Zeitung*, 10 janvier) que la démocratie pourra se renforcer. Les termes d'« *Etat de droit* », de « *démocratie* » ont une place centrale dans ce discours, qui attribue aux journalistes un rôle dominant dans la démocratie allemande. Dans cette représentation, certes discutée au sein même des médias mais largement dominante, l'investigation a une fonction centrale ; la presse allemande pose des questions à Christian Wulff, ne se limitant pas à rendre compte des questions posées par d'autres acteurs sociaux (ce qui est beaucoup plus rare en France). Le traitement de l'affaire Wulff s'inscrit dans une lutte pour déterminer le pouvoir respectif des différents acteurs sociaux non seulement sur le discours public et l'agenda médiatique mais aussi sur les actions et l'agenda politique.

La presse est d'ailleurs accusée par certains d'outrepasser son rôle, et elle reprend elle-même cette accusation (« *Le journalisme – Au nom du peuple ?* », *Der Spiegel*, 16 janvier), le plus souvent pour la réfuter. La position dominante est d'affirmer qu'il n'y a pas de lynchage médiatique de Christian Wulff et que la presse ne fait que remplir sa mission d'enquête et de révélation. Le rôle des journalistes fait donc en permanence l'objet d'une réflexion, d'un métadiscours qui se greffe sur le récit de l'affaire.

La liberté de la presse en danger ?

Cette représentation du rôle central de la presse implique une défense sans concession de sa liberté, et le message téléphonique du président menaçant le rédacteur en chef du quotidien à grand tirage *Bild* suscite une union sacrée parmi la presse allemande, toutes catégories confondues et

alors même que *Bild* instrumentalise clairement les autres journaux. Cet appel est interprété comme une remise en question de la liberté de la presse garantie par la Loi fondamentale de 1949 (*Grundgesetz*) et donc de la base démocratique de la société allemande. A partir de là, le mot-clé de l'affaire devient « liberté de la presse ». La position selon laquelle l'appel du chef de l'Etat est moins « une attaque de la liberté de presse qu'une ânerie monumentale » (*Spiegel online*, 9 janvier) est très minoritaire. On constate donc une très forte susceptibilité face aux tentatives d'ingérence.

Un scénario peu présent en France

En France, l'affaire Woerth (qui débute en juin 2010) n'a pas suscité dans la presse d'appels à la démission, hormis chez *Mediapart*, site à l'origine du dévoilement de l'affaire avec la diffusion des enregistrements réalisés chez Liliane Bettencourt, ou dans *Marianne*, dont la ligne éditoriale est précisément l'indignation. La presse se limite à relayer les (quelques) appels à la démission émanant de politiques. Il y a cependant quelques exceptions : *La Montagne*, dans un sondage en ligne demande : « Eric Woerth devrait-il démissionner ? » (23 juin 2010), avec 63 % de réponses positives. *Le Progrès* lui emboîte le pas le 1^{er} juillet. *Le Parisien* publie le 30 juin un sondage qui évoque entre autres une possible démission d'Eric Woerth. Mais lorsque ce sondage est repris, cette question n'est parfois même pas citée. La démission semble donc ne pas faire partie du scénario français du déroulement d'une affaire politique. Au lieu de cela, on insiste sur le fait que c'est à la justice de se prononcer.

Ce n'est que douze jours après le début de l'affaire que les éditoriaux de la presse quotidienne nationale et régionale répondent majoritairement par la négative à la question de savoir si « le soldat Woerth est encore sauvable » (*Le Monde*), mais sans pour autant réclamer sa démission. Les demandes de remaniement ministériel sont tardives et assez rares, alors même que les preuves de conflits d'intérêts s'accumulent.

Dans l'affaire des « fadettes » de 2011 (l'espionnage des listes d'appels téléphoniques d'un journaliste du *Monde*), la démission possible des principaux responsables n'est que rarement évo-

quée, et c'est le fait de Gérard Davet (victime de ces « écoutes ») ou de nouveau de *Marianne*. La presse se limite à rendre compte des demandes de démission émanant de l'opposition, ou d'évoquer un limogeage comme une possibilité parmi d'autres, sur laquelle elle semble ne pas avoir de prise. Le cadre narratif n'est donc pas le même qu'en Allemagne ; d'ailleurs, la généalogie des scandales français ne comprend que peu d'exemples de démissions de politiques. Et comme le constate *La République des Pyrénées* : « De Takkiedine en Bettencourt, c'est du 'vu mais pas pris...' » (7 décembre 2011). Tout se passe comme si la pré-histoire des scandales français paralysait toute tentative d'agir par-delà le fait d'informer.

« Méthodes fascistes »

Par ailleurs, les politiques de la majorité mobilisent des contre-exemples visant à stigmatiser les journalistes trop offensifs, comme le suicide de Pierre Bérégovoy (« jeter aux chiens l'honneur d'un homme »). En juillet 2010, *Mediapart* fait l'objet d'une attaque groupée de la part de la majorité et du gouvernement. Parmi les invectives : « méthodes fascistes », « site de ragots », « acharnement médiatique », « torrent de boue », « déferlement populiste ».

Cette attaque a suscité une levée de boucliers (et *Mediapart* a porté plainte pour diffamation), mais assez brève. Les éditorialistes ont certes mobilisé le registre de l'importance de la presse et du droit à l'information dans une démocratie. Cependant, rares sont les journaux qui ont appelé à des conséquences face à ces attaques, et ce sont ceux qui ont dans le champ journalistique la place des « dénonciateurs de scandales » : « Il ne faut plus les lâcher. Jusqu'à ce qu'ils nous présentent des excuses circonstanciées et publiques. Ce n'est pas une affaire d'ego ou d'honneur professionnel. Il y va de la santé de notre démocratie, voilà tout. » (*Marianne*, 10 juillet 2010). Pourtant, cet appel ne sera guère suivi.

Les « fadettes » et la liberté de la presse

L'affaire des « fadettes » n'a pas non plus provoqué la crispation sur la sacro-sainte liberté de la presse

qu'a connue l'Allemagne après l'affaire Wulff-Bild, alors même qu'il s'agissait d'une ingérence autrement plus poussée de l'Etat dans la sphère de l'information. En septembre 2011, Claude Guéant reconnaît l'intervention du contre-espionnage, et en décembre, la Cour de cassation juge que le procureur Philippe Courroye a bien violé la loi sur le secret des sources (confirmant un jugement de la Cour d'appel de Bordeaux de mai 2011). Ces « écoutes » suscitent l'indignation dans les éditoriaux, mais ceux-ci n'évoquent que rarement la liberté de la presse, la liberté d'informer, comme si les journalistes n'étaient pas directement concernés – mis à part dans *Le Monde* (« *le secret des sources est la pierre angulaire de la liberté d'informer et d'être informé : y porter atteinte revient à dénier aux médias tout rôle de contre-pouvoir* », 2 septembre 2011). Le discours centré sur le rôle de la presse dans la démocratie est peu représenté, excepté chez *Rue89* et *Mediapart* et dans les communiqués des syndicats de journalistes, qui d'ailleurs ne sont pas repris dans la presse.

La critique porte davantage sur l'ensemble des affaires du moment, sur l'existence d'un « *cabinet noir* », sur le fait que la « *République irréprochable* » promise par Nicolas Sarkozy en 2007 ne l'est pas vraiment. L'affaire des fadettes est donc inscrite dans une série d'affaires (Karachi, etc.), sans que le fait qu'elle concerne directement l'exercice du métier de journaliste ne lui procure un statut particulier. D'une manière générale, on prend acte de l'absence de sanctions envers les principaux responsables (Péchenard, Squarcini, Courroye), mais sans en réclamer. Les différents jugements constatant une violation de la loi sur le secret des sources ne sont pas présentés comme une victoire pour les journalistes, sauf par *Le Monde*, directement concerné.

Seuls quelques journaux utilisent un registre et une argumentation proches de ceux que l'on peut constater en Allemagne. Il semble donc que la conception de la liberté de la presse comme garante de la démocratie soit moins centrale dans la représentation que les journalistes français ont d'eux-mêmes. Pourtant, ce registre est largement mobilisé pour condamner l'attentat contre *Charlie Hebdo*, autant par les représentants de l'Etat (par exemple le ministre de l'Intérieur,

Claude Guéant, le 2 novembre 2011 : « *La liberté de la presse est une liberté sacrée dans notre pays* ») que par la presse. Il faut dire que cette attaque touchait un point névralgique de l'identité collective, la laïcité, qui semble plus central que la liberté de travail quotidienne des journalistes. Dans l'avalanche de déclarations de solidarité, rares sont ceux qui rappellent que cette liberté a précisément été mise à mal par l'espionnage institutionnel d'un journaliste du *Monde* (*Libération*, 3 novembre 2011).

Quel rôle pour les journalistes ?

Le rôle de la presse en France semble être de rendre compte, de révéler, de mettre des sujets à l'ordre du jour du discours public ; les journalistes, dans leur grande majorité, n'interviennent pas dans les affaires en tant que tels, ne cherchent pas explicitement à influencer l'agenda politique en tant que groupe social spécifique, « *associés-rivaux* » (Erik Neveu) des politiques. Il semble que cette rivalité soit plus prononcée et plus explicite en Allemagne, où la presse se caractérise aussi par un discours plus affirmé, celui d'une profession attachée à ses prérogatives. Il faut aussi relativiser l'opposition souvent affirmée entre journalisme d'opinion pour la France et journalisme d'information pour l'Allemagne. En effet, présenter comme inévitable la démission d'un homme politique relève bien de l'expression d'une opinion, et c'est dans la presse allemande que l'on trouve cette démarche, qui est à la fois un cadre narratif spécifique et une stratégie commerciale, celle de « *créer le scandale* » (*skandalisieren*).

Au contraire, la presse française se fait l'écho des affaires, mais sans prescrire les conséquences à en tirer, et ne se positionne que rarement comme un acteur social susceptible d'imposer des actions au champ politique. C'est pourtant cette attitude qui caractérise de nouveaux entrants dans le champ journalistique, comme *Mediapart*, qui revendique comme identité un journalisme d'investigation offensif doublé d'un rôle social. Il n'est pas exclu que le succès commercial de ce site, allié à la concurrence entre médias, ait des conséquences pour le traitement des affaires politiques en France à l'avenir.